

Devant l'accroissement de nos besoins économiques, nous risquons de voir se répéter les événements survenus lors de la grande dépression des années 1930. J'ai vécu ces années-là, comme beaucoup d'autres sénateurs. En 1932, le gouvernement de l'époque diminua de 20 p. 100 les subventions accordées pour divers projets gouvernementaux ainsi que les subventions salariales consenties pour diverses catégories de fonctionnaires. Les subventions pour l'enseignement, dont la majorité servaient à rémunérer le personnel enseignant, furent coupées de moitié. Pourquoi? Tout simplement parce que c'était la chose la plus facile à faire, et c'est l'enseignement qui en pâtit. En ces temps difficiles qui risquent d'empirer, nous devons veiller à ce que les gouvernements, tant au niveau fédéral que provincial, ne choisissent pas la solution de facilité dans le but de réaliser des économies, nuisant ainsi à nos établissements d'enseignement.

Je voudrais rappeler un ou deux principes. Je les ai déjà cités au début de ma carrière au Sénat, mais nous devrions les avoir constamment à l'esprit. Ce sont les grandes universités classiques d'Europe et du Moyen-Orient—Coimbra au Portugal, la Sorbonne à Paris, les universités des divers États qui constituaient l'Italie d'aujourd'hui, et l'Université d'Oxford—qui, plus que n'importe quelle autre institution, ont sorti l'Europe de l'âge des ténèbres et de la stagnation politique et intellectuelle de l'époque médiévale.

● (1510)

Nous devons constamment nous rappeler, je crois, que malgré ses progrès techniques, le genre humain, dont nous faisons partie, risque d'être replongé dans le moyen-âge. Bon nombre de pays du monde, des douzaines peut-être, connaissent déjà un recul. Nous sommes exposés au même risque. Chaque jour, les journaux ou la télévision nous montrent des manifestations de cette régression.

Ce n'est pas par hasard que le Canada est devenu l'un des plus grands pays du monde et l'un des plus évolués, jouissant d'un niveau de vie élevé et d'un degré enviable de civilisation. Pour trouver l'équivalent, il faut chercher parmi les petits pays d'Europe comme le Danemark, la Hollande, la Suisse et quelques rares autres. Je rappelle aux honorables sénateurs que le degré de civilisation qu'a atteint, par exemple, la Hollande au cours des quatre derniers siècles ne découle pas, comme nous le disons parfois au Canada, de ses richesses naturelles inégalées. La grandeur du Canada, l'amélioration de notre niveau de vie depuis une centaine d'années, ne dépendent pas, non plus, de nos richesses naturelles, qu'elles soient minières, hydrauliques, forestières ou agricoles. Elles proviennent plutôt de la ténacité et de la compétence de nos pionniers. D'autres pays dans le monde disposent de ressources aussi abondantes sans pour autant connaître notre niveau de vie. Je ne suis pas chauvin et je n'ai pas l'esprit de clocher; je constate tout simplement les faits.

Je ne sais plus si j'ai déjà soulevé cette question au Sénat, mais il n'est pas mauvais d'y revenir.

Il y a une trentaine ou une quarantaine d'année, on a décidé, aux États-Unis, d'essayer de voir dans quel État le niveau culturel et économique était le plus élevé, dans quel État la vie

serait le plus agréable, et dans lequel elle le serait le moins. L'enquête ne fut pas confiée à des intellectuels ou des professeurs d'université. On consulta un échantillon de la population un peu partout dans les 48 États, car on en comptait 48 à l'époque. Un certain nombre de critères furent utilisés, mais je n'entrerai pas dans ces détails.

Les constatations se sont résumées essentiellement à prouver que l'État du Massachusetts présentait le degré de civilisation le plus élevé. De plus, des 48 États, celui qui consacrait le plus par habitant à l'enseignement postsecondaire, ainsi qu'au primaire et au secondaire, était aussi celui du Massachusetts. Chose intéressante, l'État qui se retrouvait tout au bas de l'échelle était aussi celui qui dépensait le moins par habitant pour l'enseignement. Et cet État, si ma mémoire est bonne, était celui du Mississippi. Je parle ici d'une situation qui existait il y a une quarantaine ou une cinquantaine d'années.

A mon avis, il est significatif que la première colonie, par la suite devenue le premier État des États-Unis d'aujourd'hui, à créer un institut de haut savoir, fut aussi le Massachusetts. Sauf erreur, l'Université Harvard fut fondée en 1636. Avec le temps, on créait une autre institution, tout à côté, en dépit des appréhensions des gens de Harvard qui craignaient qu'elle ne leur fasse du tort. Cette deuxième institution est par la suite devenu ce que nous appelons aujourd'hui l'Institut de technologie du Massachusetts. Tout comme les gens de Harvard craignaient la concurrence de cette seconde institution, de même nos universités qui enseignent les arts libéraux expriment une certaine appréhension face à l'importante croissance accordée à la formation technologique. Ce n'est pas que l'on s'oppose à ce genre d'enseignement car il est manifestement nécessaire à notre époque; par contre, il est à craindre qu'en insistant sur l'enseignement technique, on risque de sacrifier les valeurs historiques et traditionnelles dans ce domaine.

A cet égard, je tiens à signaler que dans les pays occidentaux, les universités ont de toute façon toujours fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation aux nouveaux besoins de la société. Nous pouvons être certains que les universités s'adapteront aux besoins actuels sans une intervention trop poussée du gouvernement fédéral ou de n'importe quel autre gouvernement. Il faut avoir confiance dans nos universités. Les professeurs de ces universités sont des Canadiens et ils se préoccupent autant que nous tous de l'avenir de notre pays. En réalité, j'ai été frappé par certains chiffres cités par un secteur d'université tout récemment. Il a dit que le nombre d'étudiants avait augmenté dans les facultés de génie, de gestion des entreprises et d'informatique, sans l'intervention du gouvernement fédéral ni d'un gouvernement provincial, si je ne m'abuse.

C'est le sénateur Macquarrie, je pense, qui a proposé de tenir une conférence sur l'enseignement postsecondaire à laquelle tous les groupes concernés seraient représentés, y compris le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et même les conseils municipaux, et certainement les universités et leurs associations et ainsi de suite. Il s'agirait d'essayer de trouver une formule d'aide fédérale et provinciale pour l'enseignement postsecondaire valable pour une période relativement longue.